

Roene
14-3-1968

L'Université explose

3^o annale v.2

Devrons nous nous souvenir de l'année '68 comme celle de la "généralité" dans les Universités?

Ce qui est certain c'est que le mouvement semble ne pas près de s'atténuer: les grèves, les manifestations, l'occupation des instituts universitaires déferlent dans tout le pays.

Les méthodes de lutte adoptées ressemblent aux méthodes classiques de lutte ouvrières. Les étudiants se présentent comme des travailleurs conscients de leur droit et de leur rôle national.

Conscients que l'Université ne peut pas servir dans les conditions où elle est.

A leurs paroles claires et responsables, répondent comme dans les usines, la violence des corps spéciaux de la police. La police agit envers eux comme elle agit envers les travailleurs. Et, en effet, ils sont des travailleurs par le fait que leur activité crée une utilité sociale.

Ils exigent la démocratie dans les lieux d'étude, des conditions économiques humaines, des instruments de recherche efficaces. Ce qui est affirmé par la Constitution et qui est nié, au contraire, par le plan du ministre Gui. Et ils font avancer dès aujourd'hui, avec leur lutte, une culture nouvelle, qui est indispensable pour le renouvellement des structures.

Interview

Dans la culture réelle les divisions qui sont imposées à l'Université entre étudiants de philosophie et étudiants d'architecture n'existent pas. Et donc le seul moyen d'interpréter la réalité, si ce n'est que nous appelons culture, c'est de ne pas admettre des différences de facultés. Et alors que devons nous faire, face à ce problème?

Développer une lutte qui affirme: si nous demandons une culture qui ne soit pas déterminée par l'autoritarisme, par une

"sectorialisme" et une parcelisation du travail de l'étudiant mais une culture considérée comme valeur sociale, comme culture à la mesure de l'individu homme; si nous refusons la culture en fonction de l'individu architecte, de l'individu philosophe ou de l'individu avocat, cela signifie que à l'analyse qui considère l'étudiant comme une force de travail s'oppose uniquement la réalité de l'oppression culturelle de l'étudiant et de la suppression de toute possibilité d'intervention qu'il est contraint à subir à cause du "sectorialisme" dominant.

Le fait est que l'Université éclate. Si tous les étudiants enregistrés fréquentaient l'Université, il n'y aurait de place pour eux dans les salles des cours. En effet, qu'il nous suffise de rappeler que pendant cette année même on n'a pas su trouver d'autres solutions que celle d'envoyer les étudiants dans un cinéma. On peut même nommer ce cinéma: c'est le cinéma "D" situé dans la zone de la Ville universitaire à Milan. Le personnel universitaire est tout à fait insuffisant, tandis que l'assistance économique est critiquable à tout les points de vue tant en ce qui concerne le nombre très réduits des personnes auxquelles elle est accordée que pour l'entité économique de cette assistance. D'autre part toutes les autres formes d'assistance pour les étudiants sont pratiquement absentes: les restaurants, les logements pour les étudiants, les bons livres et toutes les autres formes d'aide.

À Milan les restaurants universitaires disposent actuellement d'environ 400 places assises et, au contraire, ceux qui fréquentent ce restaurant sont environ 3000 par jour. Il paraît que l'on y sert 3000 repas donc 2000 à midi. Comment on puisse manger dans ces conditions nous ne le saurons jamais. Des queues qui durent une heure et même une heure et quart pour manger ensuite dans une demi-mètre carré, en ayant au dessus

de la tête ~~l'expérimentation~~ d'un camarade qui est entré train d'attendre son tour.

A ce point le problème au quel nous nous heurtons est évident. Et si nous faisons un minimum d'analyse du plan du ministre nous nous aperceverons tout de suite, quelle est sa nature et sa réalité. D'un côté il y a l'affirmation d'un droit à l'étude qui représente la plus terrible mistification de ce que doit signifier droit à l'étude. C'est à dire, le plan du ministre qui dit: nous donnerons aux pauvres la possibilité d'aller à l'école. Dès ce moment il a déjà sanctionné dans notre société l'existence des pauvres aux quels l'on accorde gracieusement, sous forme de cadeau et en raison de mérites particuliers, la possibilité de faire jouir des biens de l'instruction. A mon avis, ceci signifie la négation du droit à l'étude. Je suis un étudiant d'architecture qui vit dans cette ville. Il suffit d'un regard pour arriver à des conclusions claires: trois lits dans une pièce qui, je crois, a été projetée pour une seule personne; sans armoires, sans tables pour dessiner et nous sommes obligés de dessiner beaucoup au cours d'une année. Nous devons nous satisfaire d'une petite table qui a été empruntée dans le bar, on ne sait pas bien où. Ensuite il suffit nous regarder à l'entour, le plancher, la propreté en général, les brèches sur les murs. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de dire d'autres mots, il suffit regarder.

Le pouvoir du mouvement des étudiants est tout à fait sous-estimé. Tout cela signifie qu'aujourd'hui nous nous trouvons face à un plan gouvernemental qui n'est pas seulement oppressif sur le plan formel, mais qui est substantiellement oppressif dans chacun de ces points. Cela signifie que la réponse que nous devons

4

qu'on donner ne peut pas être donnée sous forme d'amendement et nous avons déjà parlé sur cela; mais nous ne devons pas demander la modification de tel ou tel article, mais nous devons demander la suppression du type et de la nature de la loi qui est à l'origine du plan du ministre qui et qui l'inspire complètement. C'est à dire, nous devons nier la codification de certains éléments autoritaires, nier l'existence des certaines structures, imposer notre type d'exigences culturelles, notre façon de concevoir la culture en tant que phénomène global et non pas comme un phénomène "parcellé".